

circumstance, l'écho du sentiment public, et ses ennemis les plus dangereux n'eussent pu lui en souhaiter une plus préjudiciable à ses intérêts. Assurément, elle n'a pu se refuser à voter des félicitations à l'homme d'Etat dont la politique habile venait d'obtenir des résultats aussi satisfaisants; mais cette politique contrariait ses vœux secrets, ses espérances assez égoïstes, il faut bien le dire, et elle n'a pas caché un premier mouvement de dépit. « C'est un coup monté contre l'Assemblée », a dit un membre imprudent de la droite, et il n'exprimait pas seulement son opinion personnelle. Au lieu de voter sans discussion, la Chambre a donné le spectacle affligeant d'une division sur le seul sujet qui dût réunir les nuances politiques les plus diverses. La gauche proposait, il est vrai, un ordre du jour dont la rédaction, empruntée à la phraseologie de la première révolution, n'était plus guère de mode; mais que dire des interruptions de la droite, de sa hâte de voter, de son impatience de se séparer, de son air de dire qu'elle appelait à l'apothéose de M. Thiers, et de son long et diffus exposé qui a été voté par la majorité? Ne pouvant éviter de féliciter M. Thiers, l'Assemblée a écarté tout le monde en cette affaire, et elle-même au premier rang, comme si un corps politique était mieux venu à se décerner des éloges que ne le serait une personne privée. Que ce que l'on appelle en style parlementaire « la discipline des partis » peut mener loin des personnes intelligentes!

La droite aurait dû faire taire en ce jour-là ses mesquines préoccupations de parti; mais il faut dire qu'elle ne sentait point son fondement. On fera difficilement que la complète évacuation du territoire ne soit pas le signal d'un mouvement dissolutionniste. Ceci est une des premières conséquences du traité conclu avec l'Allemagne, et les colères de la droite ne pourront guère y rien changer. Elle compte, il est vrai, accumuler tant de travaux, s'attribuer la confection de tant de lois nouvelles, et en refaire un si grand nombre d'anciennes, que son mandat se prolongerait dans un avenir éloigné, dont on ne pourrait mesurer le terme aujourd'hui. M. Beulé, dans la réunion du centre droit du 22 mars, a été l'organe approuvé de ces prétentions. Lui, municipal, lui sur l'instruction, primaire, sur l'organisation de l'armée active, traités de commerce, budget de 1874, lois constitutionnelles, etc., tel est le vaste programme indiqué par l'habile député de la droite, et encore ne satisfait-il pas les exaltés du parti, qui ne voudraient pas s'arrêter en si beau chemin. Mais il est à craindre que le soin que l'Assemblée a eu de déclarer, dans l'ordre du jour par lequel elle félicite M. Thiers, qu'elle n'a encore fait qu'une partie de sa tâche, ne suffise pas pour éterniser sa durée. Sa toile de Pénélope pourrait rester inachevée. Le moment critique de son existence sera la discussion des lois constitutionnelles que présentera M. Dufaure, et le grand arbitre de ses destinées restera plus que jamais M. Thiers, qui peut à son gré suspendre ou accélérer la dissolution, par l'attitude qu'il prendra. Cette attitude n'a rien encore de bien décidé.

Les journaux de la droite prétendent que le président de la république a parlé à quelques députés du mois de mars 1874, comme date des futures élections; mais, à la tribune, un orateur a dit que le ministre de l'intérieur pensait que rien ne s'opposerait, après le vote des lois constitutionnelles, à la dissolution, et une grande partie de l'opinion publique presse fort en ce sens-là. Plus que jamais, ces futures élections dépendront de M. Thiers, surtout dans les départements. Plus que jamais, l'immense portion du public qui n'a pas d'opinion arrêtée suivra, selon la coutume constante du suffrage universel, son influence et ses choix.

En effet, le traité d'évacuation et la reconnaissance du pays ont amené encore ce résultat de conférer à M. Thiers une sorte d'omnipotence. Aussi tous les partis dans la Chambre se tournent vers lui pour l'attirer dans leurs rangs, et protestent qu'il est leur chef. La dispute survenue entre M. Pelletan et M. Audren de Kerdrel, où chacun de ces deux députés prétendait être meilleur ami l'un que l'autre de M. Thiers, l'a montré sous un jour assez comique. M. Thiers trouverait-il dans ce sentiment de la nécessité des choses, nouveau pour la Chambre, l'appui qui lui est nécessaire pour ses lois, qui seront une véritable organisation de la république conservatrice? Parviendra-t-il à vaincre les répugnances de la gauche pour la partie républicaine de ces lois? Fera-t-il de ces deux négations une affirmation qui assure la tranquillité politique du pays? Il faut l'espérer, nous le répétons, mais non sans redouter que les passions de la Chambre et son égoïsme ne l'entraînent à se refuser à la constitution d'un ordre de choses contre lequel la majorité lutte depuis qu'elle existe.

Depuis le jour où la Chambre accueillit d'une manière si peu patriotique la nouvelle de la prochaine délivrance du pays, elle a rempli ses séances d'une série de discussions fort diverses et également peu importantes. Aux aigres récriminations sur les procès-verbaux, à divers incidents éclatant sans raison, et ne servant qu'à montrer la mauvaise humeur des uns et des autres, aux interruptions imprudentes

des parties des deux côtés de l'Assemblée, on peut voir qu'elle est plus profondément divisée et plus irritée que jamais de la tournure que les événements ont prise, sans tenir compte d'elle. Mais son impuissance reste la même, et son autorité morale dans le pays diminue à mesure que l'on sent le souffle de nouvelles élections plus ou moins prochaines. Ce n'est pas qu'elle n'ait beaucoup travaillé; elle a entendu et voté des projets de loi sur bien des sujets différents: loi sur la condition des déportés de la Nouvelle-Calédonie, organisation des commissions administratives des hôpitaux, rapport supplémentaire sur la reconstruction de la colonne Vendôme, proposition de M. Tolain pour obtenir un crédit de cent mille francs, destiné à envoyer des ouvriers à l'exposition de Vienne, interpellation sur la presse, taxe municipale sur le balayage, etc.

Un seul incident digne de remarque s'est produit au milieu du vote de ces lois si variées, c'est la troisième et dernière lecture du projet de loi sur le conseil supérieur de l'instruction publique. On se rappelle que la droite et M. Jules Simon se disputaient le mode de nomination de la commission permanente, tirée de ce conseil supérieur. Tandis que la droite voulait en faire élire les membres par le conseil, où elle comptait bien que dominerait l'influence cléricale, le ministre en réclamait la nomination, et remportait à ce sujet une victoire éclatante. La commission, mécontente de cet échec, a cru s'en relever en venant proposer la suppression de cette commission permanente. Mais M. Jules Simon, dont l'éloquence et l'habileté consommée ne sont jamais prises en défaut, a gracieusement consenti à cette suppression. Soit; il n'y aura pas de commission permanente, et le ministre ne sera plus obligé de concéder une part aussi considérable de son autorité à des personnes prises dans un conseil dont le rôle est désormais purement honorifique. Puis, le jour même où le vote de la Chambre était inséré au *Journal Officiel*, M. Jules Simon a nommé un comité consultatif composé de membres de l'université, inspecteurs ou professeurs, seuls compétents en pareille matière. On ne voit pas bien ce que la droite a gagné à ce changement de tactique, car ce comité annulera forcément l'importance du conseil supérieur, trop nombreux, et composé d'éléments trop hétérogènes pour avoir une influence active. Les choses qui tiennent à l'instruction publique ont une si grande importance que nous devons nous féliciter d'un résultat qui enlève l'université à la domination d'un conseil, dont la mission, peu dissimulée, eût été de restreindre sa liberté et de contrarier son développement scientifique.

La candidature de M. de Rémusat, spontanément proposée par le conseil municipal de Paris, était une idée fort heureuse; mais elle a été mal engagée, et il est à craindre qu'elle ne soit compromise par de maladroits amis. Si, par exemple, des journaux comme le *Yankees* affectent de trop prendre cette élection comme devant être un triomphe pour eux, des fractions de l'opinion, auxquelles la nuance de ces journaux est antipathique, pourront se refuser à leur procurer une victoire. Nous espérons mieux; mais Paris ne supporte guère de candidature officielle, à quelque degré que ce soit. On entrevoit sans peine qu'un échec serait déplorable; ajoutons que rien ne serait plus injuste quand il s'agit d'une personnalité aussi attachante, aussi profondément libérale, aussi digne d'une haute estime que celle de M. de Rémusat.

La lettre de M. de Falloux, insérée au *Courrier de Bruxelles*, ne mériterait pas d'être relevée, si elle ne contenait que les proclamations de foi monarchique qui remplissent ordinairement les correspondances des légitimistes. Mais nous y trouvons une confirmation de ce que nous avons indiqué à propos des tentatives de fusion, à savoir que jamais encore M. le comte de Chambord n'avait dit que ce soit qui supposât qu'il regarde les princes d'Orléans comme ses héritiers. M. de Falloux réfute des théories et combat des projets plus légitimistes qu'il ne veut en convenir parmi les légitimistes purs. Il appelle, à juste titre, « légitimistes inconscients » ceux qui attribuent au comte de Chambord le droit de régler sa succession, soit en faveur de la branche d'Espagne, soit en faveur du duc de Parme, fils de sa sœur, ou même d'adopter le prince impérial, fils de Pie IX. Mais, par cela même, il avoue leur existence. Ce droit prétendu serait en complète contradiction avec les traditions de l'ancienne monarchie française, et avec l'essence même du principe d'hérédité. Le roi de France n'a pas pour héritier qui lui plait. Les Valois purent prêter le règne d'un prince protestant, et ne cherchèrent jamais à violer la loi fondamentale en vertu de laquelle eux-mêmes occupaient le trône. L'adoption est un des privilèges du césarisme. Mais une telle omnipotence, poussée au point de donner au souverain le droit de changer les conditions mêmes de la monarchie, est bien d'un temps où la monarchie légitime et la théorie ont été exagérées leur autorité jusqu'aux limites de l'absurde, et d'un pays qui, au milieu de tant de révolutions, a oublié sa propre histoire et rompu avec le passé. En tout cas, voici qui

n'encourage guère à recommencer les tentatives de fusion.

Les troubles du Midi n'ont eu eux-mêmes aucune gravité. Ils inquiètent néanmoins, car ils sont l'indice de l'espèce d'encouragement que le mot de république donne à la turbulence naturelle des gens du Midi. La naïve réflexion des perturbateurs : « c'est tout comme du temps de Bonaparte » peint admirablement leurs illusions, et peut-être, hélas! leurs espérances. Il est évident que pour un grand nombre de acteurs de ces tristes scènes, la république est un gouvernement où l'on a le droit de faire du tapage sans l'intervention du gendarme. De tels troubles seront toujours facilement réprimés par la moindre manifestation de la force armée; mais ils indisposent les gens sensés contre un état de choses qui est une excitation permanente à ces fâcheuses émeutes.

La discussion sur la pétition relative à l'expulsion du prince Napoléon n'a pas eu de résultat bien significatif. M. Depeyre a montré ce que tout le monde voyait avec évidence, c'est qu'un décret de déchéance n'est pas une loi de bannissement. Le garde des sceaux a réussi à diviser la coalition qui allait se former et à obtenir un ordre du jour pur et simple; mais, à la grosse minorité qui voulait à propos de cette affaire imposer un blâme au gouvernement, on a pu voir qu'elle avait menacé un instant de devenir grave. En somme, la raison d'Etat, invoquée en dernier ressort par le gouvernement, est de celles qui ne se discutent pas. Quant au projet de loi interdisant aux membres de la famille impériale de résider en France sans l'autorisation du gouvernement, l'urgence n'a pas été demandée; la discussion en viendra à son jour, et subira ses trois lectures. Qui sait ce que seront les circonstances à ce moment-là? En tout cas, il a semblé peu habile de la part du gouvernement de créer aux Bonaparte une situation à part parmi les familles qui ont régné sur notre pays et de présenter ainsi le bonapartisme comme la seule forme de monarchie redoutable pour la république.

ASSEMBLÉE NATIONALE.
Présidence de M. Jules Grévy.
Séance du 31 mars.

M. JEAN BRUNET monte à la tribune pour protester de la façon la plus énergique contre la falsification dont son vote de samedi a été l'objet.

Il ne s'est pas abstenu, comme le dit l'*Officiel*, mais a voté au contraire contre l'ordre du jour pur et simple.

La violente sortie de l'orateur contre certains membres de la gauche lui vaut une véritable salve d'applaudissements de la droite.

M. GRÉVY annonce la mort de M. Chasseloup-Laubat, et énumère les fonctions importantes que le défunt a occupées dans sa longue carrière. Il termine en disant : M. le marquis de Chasseloup-Laubat avait pris dans cette Assemblée une grande place; il y était remarqué depuis longtemps pour sa haute intelligence et son dévouement à ses travaux.

La commission de l'armée avait choisi pour son rapporteur, et elle le regardait comme un de ses membres les plus éminents. Esprit modéré et bienveillant, il s'était acquis la sympathie de tous; la Chambre apprécie certainement la perte qu'elle vient de faire. (Mouvements unanimes d'approbation.)

Le président procède au tirage de la députation qui doit assister aux obsèques de M. de Chasseloup-Laubat. On remarque MM. Littré et Millard parmi ceux des représentants qui sont désignés par le sort.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le projet de loi relatif à la ville de Lyon.

M. FERROUILLET. Je n'ai pas la prétention de vous demander quatre heures d'attention (Hilarité), car je ne vous parlerai ni du comité de salut public ni des premières administrations qui se sont succédé à Lyon après le 4 septembre. Ces premières administrations se sont ressenties de l'effervescence du moment, elles n'ont pas toujours été strictement régulières, et cependant on ne les a pas frappées. C'est au moment où le calme s'est fait qu'on vient le troubler officiellement. Pour voter des lois d'urgence, il faut au moins un peu d'ordre, ce péril je ne le vois pas, et attaquons l'administration de Lyon, c'est une irrévérence à l'égard du corps électoral qui l'a nommé. On dit que la Commune régit à Lyon. Étrange Commune que celle que le préfet peut suspendre, qui peut disparaître par un simple arrêté du gouvernement! Que vous faut-il donc de plus? L'ordre matériel n'est pas en danger, et s'il l'était, nous saurions bien le rétablir. Aussi la commission dit-elle que c'est l'ordre moral qui existe peu, et c'est l'ordre moral qu'il faut rétablir. Mais cet ordre moral, ce n'est qu'un mot dont toutes les tyrannies se font une arme. (Applaudissements à gauche.) C'est là une affaire d'instruction.

M. le ministre dit : Le conseil municipal de Lyon n'a que l'apparence de la liberté, il est sous la domination d'une armée de désordre. Mais si les choses sont ainsi, pourquoi ne pourrions-nous pas cette armée de désordre? parce que vous ne le pouvez pas, parce que vous ne l'avez pas après l'échec que vous avez eu.

L'orateur rappelle alors à l'appui de sa thèse le procès fait au club de la rue Grégoire et ses résultats sans importance, ce qui prouve, selon lui, que l'administration a fait fausse route,

puis il passe à l'historique des écoles de Lyon, qui ont été l'œuvre du premier conseil municipal et ne sont devenues que plus tard l'objet de la guerre du gouvernement.

M. FERROUILLET affirme ensuite que par la suppression de la mairie de Lyon le gouvernement ne fera qu'augmenter les difficultés. Il est donc important pour lui de conserver la mairie de Lyon, car autrement on serait obligé d'en arriver à une commission municipale, et sans vouloir être un prophète de malheur, il est convaincu que les prochaines élections ouvriront l'ère de conflits graves avec le préfet. Il pense enfin que le gouvernement, qui dans cette question de mairie ne regarde que la droite, devrait aussi regarder l'aile gauche. (Applaudissements à gauche.)

M. ANTONIN LEFÈVRE-PONTALIS combat les arguments de M. Ferrouillet, en s'appuyant surtout sur des motifs que la commission n'a jamais eu la pensée d'attaquer à la dignité et aux attributions des magistrats municipaux.

M. MILLAUD croit qu'à beaucoup trop élargi le débat. La question politique, dit-il, doit être secondaire. Nous devons donc nous occuper d'abord de la question légale. M. de Meaux voudrait bien qu'on étendît les pouvoirs municipaux; maintenant il n'est plus de cet avis. C'est là ce que je voudrais m'expliquer; mais l'heure est trop avancée, et je demande le renvoi de la discussion à demain.

L'Assemblée accepte le renvoi de la discussion, et elle ajourne au moment de sa rentrée la discussion du projet de loi réglant les recettes et les dépenses du budget de 1874.

Nous avons tenu nos lecteurs, dit le *Figaro*, au courant des discussions jusqu'à assez obscures soulevées par la question de la fusion, et plus récemment par les lettres de MM. de Falloux et de Franchet. Tout cela manquant de lumière et de précision. Petit à petit, la lumière se fait. Voici tout d'abord une lettre importante que publie l'*Univers*.

M. de Belcastel a écrit en janvier 1872, à M. de Falloux, qui lui demandait son avis sur l'adoption du drapeau tricolore par M. le comte de Chambord.

M. de Belcastel explique, par des raisons déjà connues, l'impossibilité de cette combinaison conciliatoire. Toutefois, l'honorable député se rend compte de l'impopularité que rencontrerait le drapeau blanc. Il propose donc l'arrangement que voici, qui, à vrai dire, tourne la difficulté plutôt qu'il ne la résout :

« Que M. le comte de Paris fasse une adhésion publique au droit monarchique héréditaire, et accepte le drapeau blanc d'Henry V, jusqu'à la mort du dernier rejeton de la branche aînée.

« Après quoi, le nouveau roi et la nation aviseront.

« Cette solution réserve bien des choses dans la pensée intime du fils de France, et les réserve mieux qu'un exposé de principes, puisqu'elle lui laisse la faculté de se marier elle-même. D'autre part, elle ne peut blesser M. le comte de Chambord, puisque le cri de son âme, au sujet du drapeau, a été : Qu'il ombre ma tombe! »

M. de Belcastel termine sa lettre par la fameuse comparaison des deux navires, à laquelle il a souvent été fait allusion, qui avait probablement figuré dans une lettre ou dans une allocution de M. de Falloux, mais que je n'ai encore vue imprimée nulle part :

« Deux navires traversent les mers. Sur l'un, le comte de Chambord tout seul. Sur l'autre, les princes d'Orléans et leur magnifique lignée.

« Si le premier vient à périr, dites-vous, la race royale sauvée sur l'autre bord, l'avenir gardé, rien n'est perdu. Si le second est englouti, la race morte, morte aussi l'hérédité royale et la royauté.

« Eh bien! monsieur le comte, laissez-moi vous le dire : c'est prendre par le côté matériel et le moins haut le grand principe d'hérédité; c'est autrui qu'il m'appartient.

« Si le vaisseau qui porte les princes d'Orléans s'abîme sous les flots, c'est un malheur très-grave, mais M. le comte de Chambord est là. En lui réside l'intégrité du principe; en allant à lui, l'ordre en retrouve la force morale tout entière, et après lui la nation reprend son droit primitif, la conscience fière d'avoir, par son retour, été fidèle jusqu'au bout au pacte fondamental.

« Si le vaisseau d'Henri V disparaît avec lui, la France a perdu pour toujours l'occasion de revenir au droit. C'est un désastre irréparable, car la légitimité, née du hasard des flots qui rejettent sur la tête du comte de Paris avant qu'il ait salué sur une autre tête, laisserait un doute permanent sur son retour et le retour du peuple à l'hérédité vraie, et cette incertitude projeterait l'ombre sur ses destinées.

« Le *Moniteur universel* annonce que M. Olozaga, ambassadeur d'Espagne, vient d'être victime d'un grave accident, qui entraînera peut-être la perte de l'œil droit. Samedi le 29 mars, M. Olozaga jouait au billard avec un de ses attachés, M. T..., qui, en voulant donner un coup violent, manqua la bille et envoya la pointe de la queue de billard juste dans l'œil de l'ambassadeur. Le coup fut si violent que l'orbite de l'œil fut brisée, et il se détermina aussitôt une violente hémorragie, puis une inflammation qui prit ensuite le caractère de l'erysipèle.

L'état de M. Olozaga, quoique grave, n'inspire cependant pas d'inquiétudes immédiates.

« La cour d'assises de la Mayenne devait juger le 1^{er} avril les quatre témoins du duel à la suite duquel M. Ritter, receveur des finan-

ces à Mayenne, eut le malheur de tuer son adversaire.

Bien des détails ont été publiés sur cette funeste rencontre et sur les causes qui l'ont amenée, mais il planera toujours sur cette affaire un nuage mystérieux que les débats du procès ne parviendront probablement pas à éclaircir, à moins que des révélations inattendues ne viennent donner une explication satisfaisante de ce drame de haine et de sang.

Nous donnons, dit le *Constitutionnel*, un exposé impartial de cette affaire.

En 1871, M. Appleton, sous-préfet de Mayenne, se trouva naturellement en relation comme fonctionnaire public avec M. Ritter, receveur des finances de la même ville. Les rapports entre eux avaient toujours été d'une froideur et d'une réserve marquées; ils cessèrent même à la suite d'une visite que M. Appleton assura ne lui avoir pas été rendue par le receveur des finances.

Voilà le point de départ des mauvais rapports que ces messieurs eurent ensemble et qui finirent par les amener sur le terrain.

M. Appleton devint sous-préfet d'Avesnes, et il partit pour son nouveau poste sans dire adieu à M. Ritter, tandis qu'il fit des visites à tous les autres fonctionnaires de la ville. Dans la situation où ils étaient à l'égard l'un de l'autre, M. Ritter ne pouvait pas trop s'étonner que le sous-préfet ne se fût pas présenté chez lui. Cependant sa susceptibilité en parut blessée. Il le témoigna plus tard d'une façon assez étrange. M. Appleton était revenu en visite à Mayenne, le 6 juillet 1871, il fut invité à passer la soirée chez M^{me} de Reizet, et malheureusement M. Ritter vint aussi chez cette dame.

Les deux fonctionnaires publics ne se saluèrent pas. Le receveur des finances prit même une attitude provocante qui ne fit pourtant pas perdre son sang-froid à M. Appleton. Celui-ci alla saluer M^{me} Ritter, lorsqu'il n'avait rien dit au mari.

Le receveur des finances aborda M. Appleton et lui demanda pourquoi il n'avait pas été honoré de son salut. L'ancien sous-préfet de Mayenne lui en donna l'explication que l'on connaît déjà : une visite non rendue. M. Ritter soutint énergiquement et d'une voix haute qu'il avait l'habitude de rendre les visites qu'on lui faisait, et il prescrivit à M. Appleton de le saluer, sans qu'il le frappât de son gant au visage.

Une dame était au piano et un morceau qu'elle exécuta suspendit pour quelques instants un dialogue qui prenait une tournure si vive. Dès que le piano ne se fit plus entendre, M. Ritter somma M. Appleton de le saluer. A cette injonction, M. Appleton répondit en accompagnant ses paroles d'un geste significatif : « Jamais, monsieur! »

Alors M. Ritter, qui s'était rapidement dérangé, lança un gant à la joue de M. Appleton, celui-ci le repiqua par un bruyant soufflet. Un des invités, M. de Chamisso, intervint, il emmena ces messieurs dans une autre pièce et, après de longues et orageuses explications, on parvint à leur faire donner la main en présence de la maîtresse de la maison, désolée que l'on rendit la compagnie témoin de cette violente querelle.

La réconciliation était bien loin d'être sincère. On entendit M. Ritter dire en sortant : « Ce n'est pas sa main que je veux, c'est sa vie! »

Le lendemain, avant de quitter la ville, M. Appleton alla voir M. Perrault, ingénieur, pour lui raconter les faits de la veille et en même temps pour le consulter. Celui-ci lui répondit que, dans son opinion, l'affaire devait être considérée comme finie, et il s'offrit cependant à lui servir d'intermédiaire, si tous ces fâcheux incidents avaient des suites.

Ils devaient, malheureusement, en avoir, et voici ce qui les amena, on en fut des causes principales. Deux jours après la scène du salon chez M^{me} de Reizet, M^{me} Cabarrus alla trouver M^{me} Perrault, et, en causant de la scène du 6 juillet, elle en porta un jugement très-défavorable au courage et à la dignité de l'ancien sous-préfet de Mayenne; mais M. Perrault, qui survint pendant cette conversation, rétablit les faits tels qu'ils lui avaient été racontés par M. Appleton, et déclara que sa dignité pas plus que son courage ne pouvaient être mis en doute par personne.

Le même jour, M. Ritter apporta par sa femme, à qui M^{me} Cabarrus l'avait racontée, la visite faite par M. Appleton à M. Perrault, et il en tira cette conséquence que l'ancien sous-préfet de Mayenne ne considérait pas l'affaire comme terminée; il alla à son tour voir M. Perrault et lui déclara qu'à son avis une rencontre était inévitable.

Dès lors, M. Ritter poursuivit avec une infatigable activité les pourparlers et les négociations qui devaient aboutir à la fatale rencontre du mois de septembre 1872, dans le bois de l'Huissière, près Laval.

Le choix des armes fut l'objet de longs pourparlers, mais M. Ritter consentit à se regarder comme l'insulteur, et ce choix fut laissé à M. Appleton et à ses témoins. M. Ritter étant de première force à l'épée, l'adversaire choisit le pistolet.

Après beaucoup d'hésitations sur le lieu de la rencontre, il fut fixé près de Laval. Les témoins de M. Appleton, M. Carré-Kérisonet, député à l'Assemblée Nationale, et M. Futrier, avaient apporté des pistolets de tir, mais les autres témoins les refusèrent comme trop dangereux. On prit alors de vieux pistolets d'arçon que l'on chargea avec des balles qui n'étaient pas de calibre. Il fut convenu que les combattants se placeraient à vingt pas et que chacun tirerait deux coups.

L'arme de M. Ritter ne fit pas feu, celle de M. Appleton tira, et la balle vint labourer les

vétements de l'adversaire, à la hauteur de la hanche. Les pistolets furent chargés de nouveau. Tous deux firent feu cette fois; la balle de M. Appleton atteignit pas M. Ritter, mais il fut atteint, lui, en pleine poitrine, et il tomba frappé à mort. Le projectile, traversant le poulmon, avait brisé la colonne vertébrale.

On croit que cette affaire, dans laquelle M. Lachaud est le défenseur de M. Ritter, occupera deux ou trois audiences.

Grande-Bretagne.

Suivant le rapport du trésor, la totalité des recettes pour l'année financière 1872-1873 s'élève à 76,608,770 liv. sterl., soit une augmentation de 1,900,456 livres sterling sur l'année précédente.

Londres, 31 mars. — *Chambre des Communes*. — M. Cochrane demande si le gouvernement a connaissance d'une lettre adressée par M. Barthélémy Saint-Hilaire à M. de Lesseps, publiée par la *Liberté* du 27 mars, le félicitant, au nom de M. Thiers, sur le verdict obtenu contre les messageries maritimes, constatant que M. Thiers partage les vues de la Compagnie du canal de Suez sur la question de tonnage et promettant que M. Thiers prêterait dans ce sens à Lord Lyons.

Lord Enfield répond que, par lettre datée du 14 mars, le gouvernement a reçu le 17 mars une communication de son ambassadeur à Constantinople, portant que M. de Lesseps avait annoncé la réception d'une communication dans ce sens.

M. Barthélémy Saint-Hilaire, interrogé le lendemain par Lord Lyons, a déclaré que M. de Lesseps n'avait aucune autorité officielle pour user du nom de M. Thiers relativement à cette affaire.

Lord Lyons écrit, le 28 mars : « Rien de semblable à la version de cette lettre ne m'a été dit par M. Thiers. »

Le premier lord de l'Amirauté, M. Goschen, a assisté le 28 mars, à l'arsenal de Woolwich, à des expériences faites par le comité des torpilles sur un engin nouveau, dont le mécanisme est gardé secret. Il s'agit de la torpille à forme de poisson, dont plusieurs modèles ont été récemment fabriqués au « laboratoire » de Woolwich, sous la direction du principal contre-maître, et à ce qu'on dit, selon les données d'un simple ouvrier, nommé Lowe, dont on vante beaucoup l'habileté de mécanicien. La torpille ressemble bien à un poisson de dix pieds de longueur sur trois d'épaisseur au milieu du corps; la partie qui ressemble aux nageoires et celle qui tient lieu de queue contiennent le gouvernail et les appareils de timonerie. Ces pièces ne furent montrées qu'à quelques personnes officielles. La manière dont la torpille est lancée est aussi soigneusement cachée. Tout ce qu'on put apercevoir, c'est qu'une espèce de batterie galvanique fit partir les engins avec une vitesse de huit milles à l'heure, et qu'ils allèrent tout droit frapper le bord opposé du canal, après avoir parcouru, sans dévier, une distance de plus de quatre cents mètres. On put juger de la route suivie par un léger mouvement de l'eau, car ces torpilles ne vont pas au fond et ne viennent pas à la surface. On suppose que le pouvoir moteur est fourni par une machine atmosphérique approvisionnée par un réservoir d'air comprimé; cette machine serait scellée dans le corps de la torpille-poisson. Il semble évident que la force de destruction du *fish-torpedo* est immense, à une distance d'au moins un demi mille anglais du point de départ.

Le budget de l'Inde présente encore cette année un excédent. Une semblable nouvelle ne pouvait arriver plus à propos. Un excès de produit sur les dépenses est toujours un sujet de satisfaction. Nous avons précédemment à cette heure des raisons pour désirer d'être fort dans l'Inde au point de vue financier. La question de l'Asie centrale, qui a occupé l'attention publique si fortement depuis six mois, ne nous cause aucune inquiétude sous le rapport militaire. Mais il n'est pas nécessaire que notre gouvernement devienne onéreux pour la population de l'Inde par un accroissement de dépenses militaires. Le joug britannique sera populaire pour peu que nous évitions de la charger d'impôts exorbitants.

Les recettes de 1871-1872 sont maintenant connues. Elles fournissent un excédent de 3,124,478 liv. st. (78,104,420 fr.). Néanmoins une portion du revenu est toujours consacrée à des dépenses reproductives sous forme de travaux publics. Dans le cours de l'année susdite, la somme qui a reçu cette destination a été de 1,628,474 liv. st. (40,711,850 fr.), sur laquelle il reste un excédent de 1,495,704 liv. st. (37,642,600 fr.). Pour l'année 1872-73, l'excédent de la dépense ordinaire est évaluée à 1,354,000 liv. st. (33,850,000 fr.). Pour 1873-1874, le budget offre un excédent présumé de 220,000 liv. st. (5,500,000 fr.). Quant aux dépenses extraordinaires des deux années susmentionnées, l'évaluation est encore incertaine, les calculs n'étant pas au complet.

L'année qui vient de s'écouler est, au point de vue financier, une des plus prospères que l'Inde ait vu s'écouler. L'encaisse est considérable, et il n'y aura nul besoin de nouveaux impôts, ni d'emprunts. Le gouvernement de l'Inde est dans une ère de prospérité. Ses excédents de trois années forment un total de six millions de livres sterling (150 millions de francs), et l'intérêt annuel de la dette a été diminué de près d'un quart de million.

Mais là n'est plus il n'y avait personne. — Soit, que le bon Dieu te bénisse! dis-je tout haut, non sans dépit, et je continuai mon chemin.

Les rires et la musique s'avancèrent vers moi : précédé par les violons, le quadrille revenait à la maison le long de l'allée d'érables. Je m'effaçai derrière un arbre pour lui faire place. Comme des apparitions flottantes les couples légers passèrent devant moi, j'entendais les voix, les pas et la musique et je ne pouvais reconnaître personne.

— Que c'est effrayant! quelle obscurité! Ou nous avez-vous conduits? s'écria Daria Pavlovna de sa voix claire.

— A l'extrémité des enfers! répondit derrière elle une voix de basse, imitant la mélodie liturgique des diacres, — et le rire se répéter en échos tout le long de la file.

— Chez nous, au couvent de Smolna, glapit Angèle, ce qui était effrayant, c'était d'aller la nuit dans la tanière! —

— La tanière? répéta une raillerie voix d'homme; est-ce qu'on élevait des ours à votre couvent?

— Ah! finissez! s'écria Angèle d'un ton vexé, c'est un corridor qu'on appelait ainsi.

— Ah! ah! au secours, gémit une dame dans les derniers rangs.

(A continuer.)

Lieux.	Baromètre à 0 millim.	Ecart de la val. norm.	Température Celsius.	Ecart de la val. norm.	Humidité relative.	Quantité de nuages.	Direction et force du vent
Petersb. :							
7 h. s. hier	761 1	+ 2,2	9,3	+ 5,5	76	10	O NE 1
9 h. m. hier	759 6	+ 0,9	17,4	+ 4,9	84	10	NE 1
1 h. ap.-m.	759 5	- 0,6	17,4	+ 4,6	71	5	E E 2
<i>Du 13 (23) mars.</i>							
Nertchinsk	714	—	15	—	73	0	0
<i>Du 22 mars (5 avril).</i>							
Paris.....	770	+ 10	—	—	—	0	O 4
Vienne.....	746	+ 3	10	+ 5	—	0	NO 2
Prague.....	747	+ 5	5	0	—	0	0
Cracovie....	745	+ 4	3	0	—	0	NE 0 1
Trieste.....	761	+ 2	—	—	—	0	0
Rome.....	760	+ 2	9	- 2	—	2	NO
Lésina.....	763	+ 5	+ 13	+ 2	—	3	E 2
Constant...	762	+ 1	7	- 1	—	10	N 2
Brouillard. Brouillard, gélée blanche.							
<i>Du 23 mars (4 avril).</i>							
Uleaborg....	760	+ 3	0	+ 4	—	0	E 1
Nicolaïev..	752	+ 4	0	—	78	0	NE 1
Kiev.....	756	+ 2	3	+ 3	100	0	NE 1
Tamérovski	750	0	+ 1	—	—	10	E 1
Helsingt. .	759	+ 1	0	+ 4	—	10	O
Petersb. .	760	+ 1	+ 2	+ 5	84	10	NE 1
Réval.....	757	+ 1	+ 4	+ 7	90	9	O 1
Wendau...	754	—	3	+ 6	90	9	O 1
Windan....	764	+ 2	+ 5	+ 7	96	10	O 1
Vilna.....	749	+ 1	+ 1	0	95	3	O 1
Varsovie...	750	+ 1	+ 2	0	93	2	O 1
Breslau....	743	+ 2	3	—	100	10	N 2
Odessa....	753	+ 2	+ 6	+ 3	90	10	N 2
Nicolaïew.	756	+ 4	+ 6	+ 1	88	10	NO 2
Sébastopol	755	+ 1	+ 7	+ 1	103	10	E 1
Kazan.....	748	+ 3	+ 4	+ 2	90	10	NE 1
Moscou....	745	+ 3	—	—	—	10	0
Akharov....	755	+ 2	—	—	82	10	S 4
Catharinb.	742	+ 6	- 13	- 13	67	0	0
Orenbourg.	754	+ 1	+ 5	- 2	100	10	NE 2 1
Kïa.....	756	+ 1	—	—	—	10	SE 2
Stavropol..	706	+ 5	+ 1	—	100	10	SE 3
Soukhoum?	760	0	—	—	—	9	NO 2 1
Tiflis.....	722	+ 4	+ 7	0	91	9	O 1 1/2
Bakou.....	757	+ 6	0	+ 2	—	—	SE
Goudour....	522	—	—	—	—	—	—
Voladikav.	695	+ 5	+ 2	—	—	10	NO 1 1/2
Barnaul....	744	- 7	- 18	- 11	77	10	O 6
Kerch.....	751	+ 5	—	—	95	10	O 3 1/2
Yalta.....	761	—	—	—	—	—	—
Hier aurore boréale. Hier pluie. Hier brouillard. Brouillard.							
Gélée blanche. Nuit pluie. Hier brouillard. Hier brouillard.							
Nuit et matin pluie. Nuit brouillard. Pluie.							
Idem. 11 Brouillard, nuit gélée blanche. Hier pluie.							
Pluie. Pluie.							

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

Le baromètre continue à baisser lentement sur presque toute la Russie d'Europe, surtout au Sud de l'Empire. Le temps chaud et calme ne cesse cependant pas de régner, excepté sur la Russie orientale et l'Ouest de la Sibirie; la température y a baissé depuis hier de 4° à 13°, le baromètre étant tombé de 5 millimètres près de l'Oural central et de 5 millimètres à Barnoul — évidemment sous l'influence de la tempête, qui s'éloigne vers la Sibirie orientale, et amené à sa suite l'air froid du Nord.

Ayuntamiento de Madrid

